

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 92 — 588

[C — 27067]

6 SEPTEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
portant exécution de l'article 147/5 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme

L'Exécutif régional wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, notamment l'article 147/5, alinéa 2, y inséré par le décret du 20 décembre 1990;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1er août 1991;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche, des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1er. Il est inséré dans le livre IV, titre II du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, un chapitre II rédigé comme suit :

« CHAPITRE II. — De la revitalisation des centres urbains

Art. 345. Pour l'application du présent chapitre, il faut entendre par :

- 1° Ministre : le Ministre de la Région wallonne qui a l'Aménagement du Territoire dans ses attributions;
- 2° Administration : la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement du Ministère de la Région wallonne;
- 3° personne de droit privé : la personne physique ou morale de droit privé, titulaire d'un droit de propriété, d'usufruit, d'emphytéose ou de superficie sur un bien immobilier situé dans un périmètre de revitalisation.

Art. 346. Le dossier de revitalisation visé à l'article 147/5 contient au minimum les documents suivants :

- 1° le projet de périmètre de revitalisation transcrit sur le plan cadastral accompagné de l'extrait correspondant de la matrice cadastrale;
- 2° une description du projet visé à l'article 147/4 et contenant au minimum un plan masse et une esquisse;
- 3° une description des aménagements du domaine public envisagés contenant au minimum une esquisse et la définition des matériaux prévus;
- 4° une note précisant en quoi les opérations envisagées et relatives au maintien et à l'amélioration de l'habitat participent à l'objectif de restructuration, d'assainissement ou de réhabilitation défini à l'article 147/1;
- 5° l'estimation des investissements de la personne de droit privé, ventilés selon les types d'opérations décrits à l'article 147/4 et en fonction de la répartition visée à l'article 349;
- 6° l'estimation des investissements publics envisagés dans le cadre des opérations en distinguant :
 - a) le coût des acquisitions ou des expropriations nécessaires à la réalisation des aménagements envisagés, tel qu'estimé par le comité d'acquisition ou le receveur de l'enregistrement;
 - b) le coût des travaux d'aménagement ou d'équipement des voiries;
 - c) le coût des travaux d'aménagement des espaces verts publics;
 - d) le coût d'aménagement des infrastructures de quartier situées sur le domaine public communal;
- 7° la programmation et le calendrier des investissements privés et des travaux envisagés sur le domaine public communal;
- 8° la convention passée entre la commune et la personne de droit privé visée à l'article 147/2, établie selon les modalités arrêtées par le Ministre;
- 9° un extrait des délibérations du conseil communal adoptant le périmètre de revitalisation et approuvant la convention définie au point 8°.

Art. 347. Il est institué une cellule de coordination pour chacun des territoires suivants : la province de Hainaut, la province de Liège, la province de Luxembourg, la province de Namur et l'arrondissement administratif de Nivelles.

Chaque cellule de coordination est composée de sept membres :

- 1° un représentant du Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions;
- 2° un représentant du Ministre ayant les Travaux subsidiés dans ses attributions;
- 3° un représentant du Ministre ayant les Travaux publics dans ses attributions;
- 4° deux représentants de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire et du Logement du Ministère de la Région wallonne dont :
 - a) un représentant du service central d'aménagement actif;
 - b) un représentant du service extérieur concerné;
- 5° un représentant de la Direction générale des Pouvoirs locaux du Ministère de la Région wallonne;
- 6° un représentant de la Direction générale des Autoroutes et des Routes du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.

Les Ministres et les directeurs généraux désignent leurs représentants respectifs.

Chaque cellule a pour mission d'assurer la coordination entre les investissements que la Région consent ou les subventions qu'elle octroie sur le domaine public régional ou communal, dans un périmètre de revitalisation et à proximité de celui-ci.

Le secrétariat de chaque cellule est assuré par le représentant du service central d'aménagement actif de l'Administration.

Art. 348. L'Administration soumet le dossier de revitalisation :

1° à la section d'aménagement actif de la commission visée à l'article 151, qui émet son avis dans les quarante-cinq jours de la réception du dossier, faute de quoi cet avis est réputé favorable, le cours du délai étant suspendu pendant les mois de juillet et d'août;

2° à la cellule de coordination concernée qui émet ses remarques éventuelles dans les quarante-cinq jours de la réception du dossier.

L'Administration transmet le dossier complet à l'Exécutif, qui donne son accord de principe.

Elle notifie la décision à la commune.

Art. 349. Dans le calcul des proportions d'investissement visées à l'article 147/4, l'investissement de la personne de droit privé est considéré, déduction faite de toute aide, prime ou subvention octroyée par les pouvoirs publics.

Art. 350. Le montant pris en charge par la Région en application de l'article 147/2 est fixé puis notifié à la commune sur base du montant de l'adjudication, après l'approbation du décompte final.

S'il échet, les travaux supplémentaires peuvent être pris en considération dans le calcul du montant pris en charge par la Région lorsqu'ils résultent de circonstances exceptionnelles et qu'ils n'étaient pas prévisibles au moment de l'attribution du marché.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 6 septembre 1991.

Art. 3. Le Ministre ayant l'Aménagement du Territoire dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 septembre 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche, des Technologies
et des Relations extérieures pour la Région wallonne,
A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 92 — 588

[C — 27007]

6. SEPTEMBER 1991. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive
zur Ausführung von Artikel 147/5 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches

Aufgrund des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches, insbesondere des Artikels 147/5 Absatz 2, darin eingefügt durch das Dekret vom 20. Dezember 1990;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts vom 1. August 1991;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, der Forschung, der Technologien und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. In Buch IV Titel II des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches wird ein Kapitel II mit folgendem Wortlaut eingefügt :

« KAPITEL II. — Neubelebung der Stadtzentren

Art. 345. Für die Anwendung vorliegenden Kapitels versteht man unter :

1° « Minister » : den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört,

2° « Verwaltung » : die Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens des Ministeriums der Wallonischen Region

3° « privatrechtliche Person » : die natürliche oder juristische privatrechtliche Person, die ein Eigentums-, Nutznießungs-, Erbbau- oder Baurecht an einem in einem Neubelebungsbereich gelegenen unbeweglichen Gut innehat.

Art. 346. Die in Artikel 147/5 erwähnte Neubelebensakte enthält mindestens folgende Unterlagen :

1° das Projekt des im Katasterplan eingetragenen Neubelebungsbereichs mit dem entsprechenden Auszug aus der Mutterrolle,

2° eine Beschreibung des in Artikel 147/4 erwähnten Projekts mit mindestens einem Übersichtsplan und einer Skizze,

3° eine Beschreibung der geplanten Einrichtung des öffentlichen Eigentums, die mindestens eine Skizze und die Bestimmung des vorgesehenen Materials umfaßt,

4° einen Vermerk, der angibt, auf welche Weise die geplanten Maßnahmen zur Aufrechterhaltung und Verbesserung der Wohnverhältnisse zu dem in Artikel 147/1 bestimmten Umstrukturierungs-, Assanierungs- bzw. Sanierungsziel beitragen,

5° die Schätzung der Investitionen der privatrechtlichen Person, die aufgrund der in Artikel 147/4 beschriebenen Arten von Maßnahmen und nach der in Artikel 349 erwähnten Verteilung aufgliedert sind,

6° die Schätzung der öffentlichen Investitionen, die im Rahmen der Maßnahmen geplant sind, wobei zwischen folgenden Kosten unterschieden wird :

a) den Kosten für die zur Ausführung der geplanten Einrichtung erforderlichen Käufe bzw. Entlehnungen, so wie sie das Erwerbskomitee bzw. der Registrierungsnehmer veranschlagt hat,

b) den Kosten für die Einrichtung oder die Ausstattung der Straßen,

c) den Kosten für die Einrichtung der öffentlichen Grünflächen,

d) den Kosten für die Einrichtung der Stadtviertelinfrastrukturen, die auf dem kommunalen öffentlichen Eigentum gelegen sind,

7° die Planung und den Zeitplan der privaten Investitionen und der auf dem kommunalen öffentlichen Eigentum geplanten Arbeiten,

8° die in Artikel 147/2 erwähnte Vereinbarung, die die Gemeinde und die privatrechtliche Person gemäß den vom Minister festgelegten Modalitäten getroffen haben,

9° einen Auszug aus den Beschlüssen des Gemeinderates, die den Neubelebungsbereich annehmen und die unter Nummer 8° bestimmte Vereinbarung genehmigen.

Art. 347. Eine Koordinierungszelle wird für jedes der folgenden Gebiete eingesetzt : für die Provinz Hennegau, die Provinz Lüttich, die Provinz Luxemburg, die Provinz Namur und für den Verwaltungsbezirk Nivelles.

Jede Koordinierungszelle setzt sich aus sieben Mitgliedern zusammen :

1° einem Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört,

2° einem Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Bezuschußten Arbeiten gehören,

3° einem Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Öffentlichen Arbeiten gehören,

4° zwei Vertretern der Generaldirektion der Raumordnung und des Wohnungswesens des Ministeriums der Wallonischen Region, darunter :

a) ein Vertreter der Zentraldienststelle für aktive Raumordnung,

b) ein Vertreter des betreffenden Außendienstes,

5° einem Vertreter der Generaldirektion der Lokalen Behörden des Ministeriums der Wallonischen Region,

6° einem Vertreter der Generaldirektion der Autobahnen und der Straßen des Wallonischen Ministeriums für die Ausrüstung und das Transportwesen.

Die Minister und die Generaldirektoren bestimmen ihre jeweiligen Vertreter.

Jede Zelle hat die Aufgabe, die Koordinierung zwischen den Investitionen, die die Region auf dem regionalen oder kommunalen öffentlichen Eigentum in einem Neubelebungsbereich und in dessen Nähe genehmigt, bzw. den Zuschüssen, die sie dort gewährt, zu gewährleisten.

Die Sekretariatsgeschäfte jeder Zelle werden vom Vertreter der Zentraldienststelle für aktive Raumordnung der Verwaltung wahrgenommen.

Art. 348. Die Verwaltung legt folgender Abteilung und folgender Zelle die Neubelebungsakte vor :

1° der Abteilung für aktive Raumordnung der in Artikel 151 erwähnten Kommission, die ihr Gutachten binnen fünfundvierzig Tagen nach Empfang der Akte abgibt, andernfalls gilt das Gutachten als günstig; die Frist wird während der Monate Juli und August ausgesetzt,

2° der betreffenden Koordinierungszelle, die ihre eventuellen Bemerkungen binnen fünfundvierzig Tagen nach Empfang der Akte macht.

Die Verwaltung leitet die vollständige Akte an die Exekutive weiter, die ihre grundsätzliche Zustimmung gibt.

Sie teilt der Gemeinde den Beschluß mit.

Art. 349. Bei der Berechnung der in Artikel 147/4 erwähnten Investitionsverhältnisse wird die Investition der privatrechtlichen Person nach Abzug jeglicher Unterstützung, Prämie bzw. jeglichen Zuschusses, die bzw. den die Behörden gewähren, berücksichtigt.

Art. 350. Der Betrag, für den die Region in Anwendung von Artikel 147/2 aufkommt, wird nach Genehmigung der Endabrechnung aufgrund des Betrags der Ausschreibung festgelegt und dann der Gemeinde mitgeteilt.

Die zusätzlichen Arbeiten können gegebenenfalls bei der Berechnung des von der Region übernommenen Betrags berücksichtigt werden, wenn sie aus außergewöhnlichen Umständen hervorgehen und zum Zeitpunkt der Auftragsvorgabe nicht vorherzusehen waren. »

Art. 2. Vorliegender Erlaß tritt am 6. September 1991 in Kraft.

Art. 3. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Raumordnung gehört, ist mit der Ausführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. September 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem regionalen öffentlichen Dienst,
B. ANSELMÉ

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien
und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,
A. LIENARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 92 — 508

[S — 27007]

6 SEPTEMBER 1901. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot uitvoering van artikel 147/5 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw, met name op artikel 147/5, alinea 2, dat er bij het decreet van 20 december 1900 werd ingevoegd;

Gelet op de op 1 augustus 1901 gegeven toestemming van de Minister van Begroting;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen van het Waalse Gewest,

Besluit :

Artikel 1. In het boek IV, titel II, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw is een als volgt luidend hoofdstuk II ingevoegd :

* HOOFDSTUK II. — *Wederopleving van de stedelijke centra*

Art. 345. Voor de toepassing van dit hoofdstuk dient te worden verstaan onder :

- 1° Minister : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden Ruimtelijke Ordening behoort;
- 2° Administratie : de Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Huisvesting van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- 3° privaatrechtelijke persoon : de privaatrechtelijke natuurlijke persoon of rechtspersoon, houder van een recht van eigendom, vruchtgebruik, erfpacht of oppervlakte op een onroerend goed gelegen in een wederoplevingsomtrek.

Art. 346. Het in artikel 147/5 bedoeld wederoplevingsdossier bevat minstens volgende stukken :

- 1° het ontwerp van de wederoplevingsomtrek overgeschreven op het kadastraal plan samen met het overeenstemmend uittreksel van de kadastrale legger;
- 2° een omschrijving van het in artikel 147/4 bedoeld ontwerp, die minstens een situatieplan en een schets bevat;
- 3° een omschrijving van de geplande ordeningen van het openbaar domein, die minstens een schets en de beschrijving van de voorziene materialen omvat;
- 4° een nota waarin wordt verduidelijkt in hoeverre de geplande maatregelen betreffende het behoud en de verbetering van de huisvesting aansluiten op de herstructurerings-, sanerings- of rehabilitatiedoelstelling, bedoeld in artikel 147/1;
- 5° de raming van de investeringen van de privaatrechtelijke persoon, gespreid volgens de types maatregelen bedoeld in artikel 147/4 en al naargelang de in artikel 349 bedoelde verdeling;
- 6° de raming van de openbare investeringen gepland in het kader van de maatregelen en waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen :
 - a) de kosten van de aankopen of de onteigeningen vereist voor de uitvoering van de geplande ordeningen, zoals geraamd door het aankoopcomité of de ontvanger van de registratie;
 - b) de kosten van de ordenings- en de uitrustingswerken van de wegen;
 - c) de kosten van de inrichtingswerken van de openbare groengebieden;
 - d) de inrichtingskosten van de wijkinfrastructuren gelegen op het gemeentelijk openbaar domein;
- 7° de programmering en het tijdschema van de privé-investeringen en de werken gepland op het gemeentelijk openbaar domein;
- 8° de overeenkomst gesloten tussen de gemeente en de in artikel 147/2 bedoelde privaatrechtelijke persoon volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten;
- 9° een uittreksel uit de beraadslagingen van de gemeenteraad waarbij de wederoplevingsomtrek wordt aangenomen en de in punt 8° bedoelde overeenkomst wordt goedgekeurd.

Art. 347. Er wordt een coördinatiecel opgericht voor ieder van volgende grondgebieden : de provincie Henegouwen, de provincie Luik, de provincie Luxemburg, de provincie Namen en het administratief arrondissement Nijvel.

Elke coördinatiecel bestaat uit de volgende zeven leden :

- 1° een vertegenwoordiger van de Minister tot wiens bevoegdheden Ruimtelijke Ordening behoort;
- 2° een vertegenwoordiger van de Minister tot wiens bevoegdheden Gesubsidieerde Werken behoren;
- 3° een vertegenwoordiger van de Minister tot wiens bevoegdheden Openbare Werken behoren;
- 4° twee vertegenwoordigers van de Algemene Directie Ruimtelijke Ordening en Huisvesting van het Ministerie van het Waalse Gewest, met name :
 - a) een vertegenwoordiger van de centrale dienst actieve ordening;
 - b) een vertegenwoordiger van de betrokken buitendienst;
- 5° een vertegenwoordiger van de Algemene Directie Lokale Besturen van het Ministerie van het Waalse Gewest;

6° een vertegenwoordiger van de Algemene Directie Autowegen en Wegen van het Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer.

De Ministers en hun directeurs-generaal duiden hun respectievelijke vertegenwoordigers aan.

Elke cel is belast met de coördinatie van de investeringen die het Gewest goedkeurt of de toelagen die het toekent op het gewestelijk of gemeentelijk openbaar domein, binnen een wederoplevingsomtrek of in de nabijheid ervan.

Het secretariaat van elke cel wordt waargenomen door de vertegenwoordiger van de centrale dienst actieve ordening van de Administratie.

Art. 348. De Administratie legt het wederoplevingsdossier voor aan :

1° de sectie actieve ordening van de in artikel 151 bedoelde commissie die haar advies binnen vijfenveertig dagen formuleert, zoniet wordt het geacht gunstig te zijn; tijdens de maanden juli en augustus is de termijn opgeschort;

2° de betrokken coördinatiecél die haar opmerkingen eventueel binnen vijfenveertig dagen na ontvangst van het dossier formuleert.

De Administratie draagt het volledige dossier over aan de Executieve die haar beginselakkoord geeft.

Zij betekent de beslissing aan de gemeente.

Art. 349. In de berekening van de in artikel 147/4 bedoelde investeringspercentages wordt de investering van de privaatrechtelijke persoon in aanmerking genomen na aftrek van elke door de overheid toegekende hulp, premie of toelage.

Art. 350. Het overeenkomstig artikel 147/2 door het Gewest ten laste genomen bedrag wordt bepaald en vervolgens aan de gemeente betekend op basis van het bedrag van de aanbesteding, na goedkeuring van de eindafrekening.

In voorkomend geval mogen de aanvullende werken in aanmerking worden genomen in de berekening van het door het Gewest ten laste genomen bedrag, wanneer zij het gevolg zijn van uitzonderlijke omstandigheden en indien zij niet voorspelbaar waren op het ogenblik van de toekenning van de opdracht. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 6 september 1991.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheden Ruimtelijke Ordening behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 september 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Technologieën
en Buitenlandse Betrekkingen van het Waalse Gewest,
A. LIENARD

BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

N. 92 — 589

MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

12 DECEMBER 1991. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve betreffende het bijzonder krediet voor de gemeentelijke investeringen voor de veiligheid van het jaar 1991

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op artikel 1 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit, inzonderheid op artikel 9, § 4, derde lid, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1989;

Gelet op de ordonnantie van 10 januari 1991 houdende de uitgavenbegroting van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 1991, inzonderheid op basisallocatie 63.24, Activiteit 4 van Programma 03 van Afdeling 14;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de veiligheid van de bevolking prioritair is en kan bevorderd worden door een verhoogd politietoezicht; dat te dien einde passende uitrusting bij voorrang vereist is; dat, ondanks de

F. 92 — 589

MINISTÈRE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

12 DECEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux crédits spéciaux en matière d'investissements des communes liés à la sécurité de l'année 1991

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 1er de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

Vu la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, notamment l'article 9, § 4, alinéa 3, modifié par la loi du 28 juin 1989;

Vu l'ordonnance du 10 janvier 1991 contenant le budget des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 1991, notamment l'allocation de base 63.24, Activité 4 du Programme 03 de la division 14;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la sécurité de la population est prioritaire et peut être renforcée par des contrôles de la police; qu'à cette fin des équipements adaptés sont prioritaires; que, malgré l'intervention de